

Patrice Vermeren
CNRS, Paris

SARMIENTO : « ON NE TUE POINT LES IDÉES »

Le 19 novembre 1840, sur le chemin de l'exil qui le conduit de l'Argentine, son pays natal, au Chili, Domingo Sarmiento — qui vient de peu d'échapper à la mort — écrit en français sur un écusson aux armes de la République, aux bords de Zanda : « *on ne tue point les idées* ». J'ai choisi de partir de là pour introduire cette rencontre consacrée aux philosophies de l'exil, parce que, au-delà du lieu et du temps, dans cet acte dérisoire qui fait inscrire, dans la langue supposée porteuse de toutes les exigences d'émancipation universelle de la révolution française, le message annonciateur du retour, se manifeste quelque chose de l'ordre de l'essence même de tout exil : que celui-ci est par nature temporaire, et que si l'on peut quitter de corps, de gré ou de force, sa patrie, l'esprit demeure sur place, destiné à se réincarner. Mais il y a aussi dans cette inscription la marque du libéralisme politique à la française, celui de Guizot, pour lequel la force intellectuelle est le premier élément de la force sociale ; j'y reviendrai.

Comment trouver place dans le pays d'accueil, et y rendre crédible, un combat pour la liberté — comprenez ici les idées libérales — donné par le tyran de son propre pays comme l'utopie de perturbateurs séditieux et anarchistes ? Sarmiento nous l'avoue sans fard : en prenant sur cette nouvelle place le parti du pouvoir établi. C'est ainsi qu'il devient l'ami de Manuel Mont, plus *pelucon* que *pipiolo*, plus proche des catholiques réactionnaires que des libéraux, qui lui dit, lors de leur première entrevue : « *Les idées, Monsieur, n'ont pas de patrie* ». L'exilé est aussi l'autre dans la terre d'accueil, celui qui transcende les partages établis : il est et

demeure l'étranger : « *Ce qui m'exaspérait le plus* », écrit Sarmiento dans *Souvenirs de province*, c'était que, « *parce qu'étranger, je devais être plus prudent, plus mesuré que les enfants du pays* ».

C'est donc en quelque sorte ce jeu complexe du même et de l'autre qu'il s'agit, dans ces journées « *philosophies de l'exil* », d'interroger...

La vanité du gaucho argentin et la civilisation européenne : Sarmiento ou le libéralisme politique français naturalisé hispano-américain¹.

Lecteur autodidacte de Tocqueville, de Guizot et de Victor Cousin, Domingo Faustino Sarmiento, pédagogue et journaliste argentin réfugié au Chili depuis 1840, entreprend en 1845 d'attaquer par la plume le caudillo Juan Manuel de Rosas et par le biais de la biographie romancée de son double, Juan Facundo Quiroga, un autre caudillo qui l'avait forcé à fuir une première fois son pays de 1831 à 1836. Pour en comprendre l'idéal, la personnification, il s'arrête sur les détails de la vie intérieure du peuple argentin : seule manière de révéler l'Amérique, sauf à y trouver la copie de l'Europe, comme dans le portrait de Bolívar en général européen qu'il a découvert dans l'*Encyclopédie nouvelle* de Jean Raynaud et Pierre Leroux² : car le caudillo ne commande pas avec sa tête une armée régulière : c'est un chef populaire à la tête de gauchos.

Qu'est-ce qu'un gaucho ? Sarmiento nous le décrit comme courageux, audacieux, adroit, violent et hors la loi de la justice civile. Un homme qui fait corps avec son cheval, ignorant et sans éducation, souvent pauvre, car il ne connaît d'autre horizon que celui de la pampa et d'autre travail que de la parcourir, pas d'autre société que celle de l'estanciera — la propriété privée de l'éleveur de bétail : *en un mot, il n'y a pas pour lui de res publica*. Il est la figure de l'américain, porteur de l'héritage des indigènes et des colons : « *L'Européen est (pour les gauchos) le dernier des êtres, parce qu'il ne résiste pas sur un cheval à quelques bonds désordonnés. Quoique l'origine de cette vanité nationale dans les classes inférieures soit mesquine, les conséquences n'en sont pas moins nobles, de même que l'eau d'un fleuve qui naît sur des pentes fangeuses et infectes n'est pas moins pure pour cela. Implacable est la haine que leur inspire les gens cultivés, et invincible leur répulsion pour leur mise, leurs usages et leurs manières. Les soldats argentins sont pétris de cette pâte, et l'on imagine sans peine ce que des habitudes de ce genre peuvent donner en courage et en endurance à la guerre. Ajoutez que depuis l'enfance ils ont pris l'habitude de tuer le bétail, et que cet acte de cruauté nécessaire les familiarise avec l'effusion de sang et endurecit leur cœur contre les gémissements des victimes* » (p. 56). Description toute négative, si l'on excepte la vanité, qui n'est pas spécifique au gaucho, mais caractérise le peuple argentin toutes classes confondues, les civilisées comme les ignorantes, par opposition aux

autres américains, et dont Sarmiento nous dit qu'elle est peut-être pour quelque chose dans la conquête de l'indépendance nationale.

La méthode de Sarmiento est simple : *décrire d'abord le terrain, le paysage, le théâtre où la pièce va se jouer ; faire apparaître ensuite le personnage, avec son costume, ses idées, sa méthode d'action : si bien que la première partie de son livre explique d'avance la seconde, sans qu'il soit besoin de commentaires ni d'interprétations.* Son gaucho est l'exact contraire de l'homme européen, il s'y oppose comme la campagne à la ville, l'ignorance à la science, le désœuvrement à l'industrie, la force au droit et à la liberté, c'est-à-dire aux institutions, la barbarie à la civilisation. Il est un pur produit des climats et des lieux, de la nature et des traditions, car pour Sarmiento, suivant en ceci Herder, mais aussi Guizot et Cousin, le milieu physique conditionne les mœurs d'un peuple.

Il résulte que la naissance de la République argentine en 1810 peut apparaître comme la confiscation d'une révolution à la française : les patriotes des villes vont chercher un contrebandier, Artigas, et ses gauchos, pour abattre la royauté ; mais celui-ci, conformément à son essence, est aussi opposé à la république qu'à la monarchie, *parce que toutes deux venaient de la ville et entraînaient avec elles un ordre, et la consécration de l'autorité* : il se retourne contre ses commanditaires libéraux pour convertir en un système de législation appliquée à la société civilisée sa férocité brutale et son esprit terroriste de montonero. Les caudillos suivants, les Facundo et les Rosas, ne feront que répéter cette usurpation. On voit ici aussi comment Sarmiento demeure très proche du libéralisme politique à la française, et singulièrement de Guizot : la question est celle de la construction d'une société postrévolutionnaire, soit de faire advenir au réel des idées et des principes : l'Etat-nation, principe de centralisation dans l'ordre temporel, et la liberté et l'égalité, principes de l'affranchissement de l'esprit humain dans l'ordre spirituel, principes contraires mais qui se conjuguent dans le gouvernement représentatif, qui est la réalisation matérielle de l'essence de la civilisation³. L'histoire en ce sens est inéluctable, puisqu'elle est la réalisation de l'idée. Appliquée à l'Argentine, cette philosophie de l'histoire ne peut que décrire comme événements nécessaires la tyrannie des Facundo et des Rosas, mais aussi prédire leur défaite fatale, puisqu'ils ne sont que des incarnations éphémères du passé. Sarmiento cite la théorie du grand homme développé par Victor Cousin dans ses célèbres leçons de 1828 : « *Après avoir été conquérant, après s'être déployé tout entier, il s'épuise, il a fait son temps, il est conquis lui-même : ce jour-là, il quitte la scène du monde, parce qu'alors il est devenu inutile à l'humanité* » (p. 289). Car le grand homme n'est pas un individu : c'est celui qui représente le mieux les idées, les intérêts, les besoins des hommes de son temps : le peuple qui s'est fait homme⁴. Le caudillo Rosas, comme Facundo, n'est pas autre chose que le grand homme qui incarne le peuple des gauchos, le principe de la barbarie et la régression du progrès. Ce pourquoi ses jours sont comptés.

Ils sont comptés aussi parce que l'heure sera bientôt au gouvernement représentatif constitutionnel. Le *Facundo* de Sarmiento est aussi un traité de philosophie politique. Il décrit ainsi la tyrannie : « *Le mal qu'il faut supprimer tient à un gouvernement qui tremble devant des*

hommes pensants et instruits, et qui pour se maintenir a besoin de les brimer ou de les tuer, il tient à un système qui rassemble en un seul homme toute volonté et toute action : car le bien que ne fait pas cet homme, parce qu'il ne le conçoit pas, ne le peut pas ou ne le veut pas, personne ne se sent disposé à le faire par peur d'attirer sur lui les regards soupçonneux du tyran, ou encore parce que là où fait défaut la liberté d'agir et de penser, l'esprit public s'éteint, et l'égoïsme qui se concentre en chacun d'entre nous étouffe tout sentiment d'intérêt pour les autres. Chacun pour soi et le fouet du bourreau pour tous ; voilà à quoi se ramène la vie et le gouvernement des peuples en esclavage » (p. 211). Facundo, comme Rosas, prétend incarner les intérêts des fédéralistes contre les unitaires républicains des villes, mais ils mènent tous deux la politique la plus centralisatrice qui soit, parce que la république argentine est géographiquement constituée de telle sorte qu'elle doit être unitaire toujours, même si *l'étiquette du flacon* dit le contraire (p. 150). Et qu'il leur faut bien une main de fer pour tenir les provinces étrangères l'une à l'autre. Une main et un costume. Car Sarmiento n'oppose pas seulement l'omniprésence du rouge dans les drapeaux et les vêtements, et même sur les murs des maisons, comme le symbole universel de la terreur, du sang et de la barbarie, au bleu et au blanc — les couleurs de la révolution argentine qui semblent signifier la justice et la paix — ; il y voit une obligation du tyran pour *éprouver l'uniformité* de l'opinion. Car « *toute civilisation s'exprime par des costumes, et chaque costume révèle tout un système d'idées* » (p. 158). La mode change donc tous les jours à cause de la liberté de pensée, et l'uniformité et l'invariabilité du vêtement traduisent l'asservissement de celle-ci.

La tyrannie engendre la terreur, qui est une maladie de l'âme et à laquelle personne n'échappe, comme le choléra-morbus, la petite vérole, la scarlatine. Car l'homme est ainsi fait qu'il s'humilie lorsque s'est perdu tout sentiment du droit, quand la force brutale se déchaîne : toute résistance serait une provocation funeste et sans gloire. Les caudillos argentins en font usage par nécessité intrinsèque : barbares, ils ne savent contenir leurs passions, ignorants, ils n'ont d'autre moyen de s'imposer à des hommes instruits, dont la conscience morale se refuse à respecter leur pouvoir abject et méprisable en soi (page 219). De là que la terreur de Facundo et de Rosas n'est pas celle d'un Robespierre en 1793, un moyen pour asseoir la révolution ; mais celle de Caligula : « *une invention gouvernementale pour étouffer toute conscience, tout esprit civique, et pour forcer enfin les hommes à reconnaître comme tête pensante le pied posé sur leur gorge : c'est une revanche que prend l'homme incapable, mais armé du poignard, pour se venger du mépris que sa nullité inspire — il le sait —, à un public qui lui est infiniment supérieur* » (page 220).

La troisième partie du livre est consacrée à Rosas. Facundo assassiné sur son ordre, Rosas, moins de deux mois plus tard, se voit confier la totalité du pouvoir public par l'assemblée : seules trois voix lui ont manqué. Comment un peuple civilisé, qui a fait sa révolution et fondé sa république, peut-il ainsi se démettre de sa souveraineté au profit d'un seul homme et dans une telle unanimité ? Sarmiento compare cette irrésistible ascension à celle de Napoléon, à laquelle la France s'était livrée, épuisée par la Terreur et l'impuissance et la démoralisation du Directoire. Il décrit l'organisation du culte d'amour intense pour la personne du Restaurateur,

les fêtes religieuses et l'uniformisation vestimentaire, effet de l'obligation de porter un liseré rouge au chapeau, en signe de deuil de la femme du caudillo, le recensement des opinions. A Buenos-Aires et dans tout le pays, un seul mot d'ordre : « *Mort aux répugnants, aux sauvages, aux immondes unitaires* », un seul châtiment : le couteau — on ne fusille plus, on égorge. Sarmiento y voit plus que jamais l'atavisme du gaucho, mais poussé jusqu'à l'organisation politique et sociale. La révolution de 1810 est même abrogée par décret. « *Tout le système, au fond* », écrit Sarmiento, « *était de se moquer du sens commun* ». Car les mots mêmes prennent un sens extravagant par rapport à leur signification admise.

Avec le blocus français pour empêcher ses visées expansionnistes, Rosas se pose enfin en champion de l'américanisme, et pour financer la guerre, retient les salaires des universitaires et des maîtres d'école, et ferme les sociétés philanthropiques. Mais secrètement, la jeunesse lettrée étudie Sismondi, Lerminier, Tocqueville, la *Revue britannique*, la *Revue des Deux-Mondes*, la *Revue encyclopédique*, Jouffroy, Cousin, Guizot, etc. et complotte contre le despotisme. Sarmiento, et c'est encore là qu'on le trouve proche des libéraux français, y voit le germe de l'émancipation future de son pays : soit la confiance dans l'aristocratie légitime (Cousin), et la légitimation du pouvoir des capacités (Guizot). Cette élite — *ces nouveaux apôtres de la république et de la civilisation européenne* — réfugiée à Montevideo, est accusée de « *se jeter dans les bras de la France* », mais c'est « *pour sauver la civilisation européenne, ses institutions, ses mœurs et ses idées sur les rives du Plata* ». Pour Sarmiento, cette génération nouvelle n'a pas à rougir de son alliance avec les étrangers : elle renoue avec cette tradition argentine qui allie l'amour des peuples européens à l'amour de la civilisation, des institutions et des lettres que l'Europe lui avait transmise. En jouant l'universel contre le particulier, Sarmiento est bien un moderne. La stratégie de la politique française peut bien s'égarer, et Guizot trouver que les Français de Montevideo s'occupent trop de ce qui ne les regarde pas en prenant les armes contre Rosas, demeure la France idéale, celle des principes de la Révolution française : « *belle, généreuse, et cosmopolite, qui a versé tant de sang pour la liberté, et que ses livres, ses philosophes, ses revues, nous faisaient aimer depuis 1810* ».

Le temps des tyrans est achevé, mais leur existence était nécessaire : l'histoire leur rendra cette justice qu'ils ont réalisée, paradoxalement, l'idée des unitaires, et préparée dans le sang malgré eux l'avènement du bon gouvernement : Rosas, écrit Sarmiento dans une langue empruntée à Victor Cousin, est « *un grand, un puissant instrument de la Providence, qui réalise tout ce qui importe à l'avenir de la patrie* ». Toutes les libertés, tous les droits qu'il a bafoués, ont été exercés à l'étranger par les émigrés, qui reviendront en Argentine armés du savoir des collèges de France, du Chili, du Brésil, des Etats-Unis, d'Angleterre et d'Espagne. Il a redonné sens aux mots tyrannie et despotisme. « *Notre éducation politique est achevée* ». Et comme les peuples agissent toujours par réaction, tout est prêt pour le nouveau gouvernement qui développera les communications à l'intérieur, et consolidera les frontières qu'elle ouvrira aux étrangers et à leurs richesses, industrie, agriculture, commerce des biens et des idées : « *La république argentine a désormais terminé sa révolution* ». Sarmiento, pédagogue partisan d'une

instruction primaire publique, seule capable de développer la civilisation chez les races hispano-américaines — « *des races sauvages qui conservent obstinément la tradition des forêts, la haine contre la civilisation, l'idiome primitif, les mœurs indolentes, la répugnance toute dédaigneuse de la propreté et des avantages de la vie civilisée* » — peut bientôt revenir de son exil chilien, et être élu à la magistrature suprême en son pays.

Patrice VERMEREN

NOTES

1. *Sur le livre de Domingo Faustino Sarmiento : Facundo, préface de Jorge Luis Borgès, postface de E. Susana Speratti Pinero, traduit de l'espagnol par Marcel Bataillon, éditions de l'Herne, 1990. (Pour Graciela Trabajo).*
2. Jean Reynaud, article « Bolivar » de l'*Encyclopédie Nouvelle*, Paris, librairie Charles Gosselin, 1836, tome 2, page 773 : « *Bolivar était de l'école de Napoléon, et il est incontestable qu'il lui a dû beaucoup ; mais il a su profiter des leçons de sa chute comme il avait profité de celles de ses victoires* ».
3. Guizot : *Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du ministère actuel*, Paris, Ladvocat 1820 ; *Cours d'histoire moderne*, Paris, 1829/1832, et Pierre Rosanvallon, *Le moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985, page 192.
4. Victor Cousin, *Cours de l'histoire de la philosophie*, dixième leçon du 26 juin 1828, Paris, Pichon et Didier 1828 (réédition Fayard, *Corpus des œuvres philosophiques de langue française*, 1991).
5. Domingo Faustino Sarmiento : *Educacion popular*, dans *Obras completas*, Buenos Aires, Luz del Dia, 1950, volume XI page 36-37, cité par Carlos Ruiz : « Escuela, politica y democrata; el caso de Chile en el siglo XIX » dans *Realidad Universitaria : 100 anos del Instituto Pedagogico*, n° 7, 1989, Cerc, Santiago de Chile. Outre les travaux de Cristian Gazmuri, Sol Serrano et Cécilia Sanchez, dont on trouvera un écho dans la revue *Raison Présente* numéro 93 1^{er} trimestre 1990, voir, sur l'influence du libéralisme politique français en Amérique latine et sur Sarmiento : Carlos Ruiz : « Ecole, politique et démocratie, le cas du Chili au XIX^e siècle » (traduction de l'article cité en référence *supra*), et José Grossi et Alejandro Madrid : « Des aventures de la pensée aux politiques des savoirs », dans le *Bulletin de la Société franco-chilienne de philosophie*, n° 1, Paris 1990.